

BE-A0524_714426_714781_FRE

Inventaire des archives de la commune de
Marchipont, (1797) 1836-1976



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	5
Consultation et utilisation.....	6
Conditions d'accès.....	6
Conditions de reproduction.....	6
Histoire du producteur et des archives.....	7
Producteur d'archives.....	7
Nom.....	7
Historique.....	7
Compétences et activités.....	7
Organisation.....	8
Archives.....	9
Historique.....	9
Acquisition.....	9
Contenu et structure.....	10
Contenu.....	10
Sélections et éliminations.....	10
Accroissements/compléments.....	10
Mode de classement.....	11
 DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	 13
I. Généralités.....	13
A. Conseil communal.....	13
1 - 4 Registres des délibérations du conseil communal. 1874-1976.....	13
B. Collège des bourgmestre et échevins.....	13
5 - 7 Registres des délibérations du collège des bourgmestre et échevins. 1875-1976.....	13
C. Correspondance générale.....	13
II. Organisation et personnel.....	14
III. Gestion du patrimoine.....	15
IV. Finances et fiscalité.....	16
A. Comptabilité du secrétariat.....	16
1. Budgets et annexes.....	16
13 - 17 Budgets. 1948-1976.....	16
2. Registres de comptabilité.....	16
139 - 23 Grands livres des recettes et des dépenses. 1966-1973.....	16
B. Comptabilité du receveur.....	17
1. Comptes et pièces justificatives du receveur.....	17
24 - 27 Comptes. 1948-1975.....	17
28 - 31 Pièces justificatives du compte. 1956-1974.....	17
2. Documents concernant l'entrée en fonction du receveur.....	18
3. Documents concernant les impositions et taxes.....	18
V. État civil.....	19
A. Registres de l'état civil et tables.....	19
37 - 41 Registres des déclarations de nationalité. 1887-1942.....	19
43 - 47 Tables décennales des naissances, mariages et décès. 1921-1970.....	19
B. Documents concernant les cimetières et les funérailles.....	20
VI. Population.....	21
A. Généralités.....	21
B. Registres de la population et autres documents concernant le mouvement de la population.....	21

58 - 59 Registres des entrées. 1901-1959.....	21
60 - 61 Registres des sorties. 1903-1959.....	21
C. Recensements et autres états de la population.....	21
VII. Affaires électorales.....	22
VIII. Affaires militaires et guerre.....	23
64 - 114 Dossiers de levée de milice. 1925-1975.....	23
IX. Santé publique.....	27
X. Travaux publics.....	28
A. Travaux aux bâtiments, monuments et 117.....	28
B. Travaux et inspection de la voirie.....	28
C. Travaux et inspection des cours d'eau.....	28
D. Travaux concernant les concessions de voirie pour les services d'utilité publique.....	28
1. Distribution d'eau.....	28
2. Distribution d'électricité.....	28
E. Aménagement du territoire.....	28
XI. Enseignement.....	29
XII. Culture, sport et divertissements.....	30
XIII. Commission d'assistance publique.....	31
A. Généralités.....	31
B. Personnel.....	31
C. Finances.....	31
127 - 129 Budgets. 1948-1974.....	31
130 - 131 Comptes. 1948-1976.....	31
132 - 136 Pièces justificatives du compte. 1956-1975.....	31

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:
Commune Marchipont

Période:
(1797) 1836 - 1976

Numéro du bloc d'archives:
BE-A0524.923

Etendue:

- Dernière cote d'inventaire: 144.00
- Etendue inventoriée: 2.95 m

Dépôt d'archives:
Archives de l'Etat à Mons

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Tous les documents du fonds d'archives de la commune de Marchipont ont plus de trente ans et sont donc publics. Toutefois, pour pouvoir consulter les documents contenant des données à caractère privé de moins de 100 ans, il faut obtenir l'autorisation préalable du collège communal de Honnelles, successeur en droit de l'ancienne commune de Marchipont.

Les registres de la population sont soumis à une réglementation spécifique (arrêté royal du 5 janvier 2014 publié au *Moniteur belge* du 17 janvier 2014). Seuls les registres clôturés depuis plus de 120 ans peuvent être librement consultés. Les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Il est toutefois possible d'obtenir des extraits ou des certificats, et ce à des fins généalogiques, historiques ou scientifiques. Pour ce faire, le demandeur doit introduire une requête motivée auprès du collège communal et présenter l'autorisation écrite du collège communal au personnel de la salle de lecture des Archives de l'État à Mons.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

Pour la reproduction des documents, les règlements et les tarifs en vigueur aux Archives de l'État sont d'application.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune de Marchipont
Commission d'assistance publique de Marchipont

HISTORIQUE

La petite commune de Marchipont (99 ha) est établie sur la rive droite de l'Aunelle, qui forme la frontière avec la France. Le second traité des Limites entre l'Autriche et la France (1779) a coupé le village en deux en suivant le cours de la rivière. Du côté belge, une seule rue concentre l'agglomération bâtie.

Sous le régime français, la constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795) instaure des municipalités de canton. De 1795 à 1800, Marchipont relève du canton municipal de Quiévrain (primitivement fixé à Thulin en 1795), puis devient une commune à part entière.

La commune de Marchipont a fait partie du département de Jemappes (1795-1814), du département du Nord (1814-1815)¹, puis de la province de Hainaut (à partir de 1815), du canton judiciaire de Dour et de l'arrondissement judiciaire de Mons. Au niveau de la milice, elle relève du canton de Dour (1826-1914). Le village a été brièvement réunifié de 1806 en 1815. Depuis lors, Marchipont est sur le territoire belge, tandis que Rombies-et-Marchipont se trouve sur le territoire français. C'est sur la partie française que l'église est construite.

Marchipont est une commune principalement agricole (céréales, pommes de terre, betteraves, petit élevage). Une petite fabrique de tabac y est signalée vers 1830. Un home pour handicapés adultes s'y installe dans les années 1970, sur l'initiative de l'asbl " Le Roseau vert ". Le dossier de permis de bâtir de cet établissement est conservé dans ce fonds (n° 122).

La commune compte 94 habitants en 1801, 106 en 1846, 122 en 1890, 123 en 1910, 112 en 1930 (chiffre maximum), 102 en 1961 et 82 en 1976.

La loi du 30 décembre 1975 (*Moniteur belge* du 23 janvier 1976) met en œuvre le processus de fusion des communes qui entre en vigueur le 1er janvier 1977. À cette date, Marchipont intègre la nouvelle entité communale constituée de dix localités et qui prend le nom de Honnelles.

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Après le rattachement de nos régions à la France en 1795, les institutions

1 Le canton de Dour fut rattaché à la France par le Traité de Paris du 30 mai 1814. Après la défaite française de Waterloo, le traité du 20 novembre 1815 le restitua au Royaume des Pays-Bas.

nouvelles nées de la Révolution y sont introduites. Le décret sur les municipalités du 14 décembre 1789 est appliqué : ce décret établit un régime uniforme pour toutes les communes. Il distingue les fonctions qui leur sont propres et les fonctions qui appartiennent à l'administration générale de l'État mais sont déléguées aux municipalités. Après l'Indépendance de la Belgique, la loi communale de 1836 explicite et précise leurs attributions, en mettant l'accent sur le principe de l'autonomie communale.

C'est ainsi que les communes ont des attributions obligatoires et d'autres facultatives. Les premières ont peu évolué au cours des XIXe et XXe siècles et recouvrent entre autres la gestion du patrimoine communal mobilier et immobilier, la gestion de la comptabilité communale, la tenue des registres de l'état civil et de la population, l'application des lois relatives à la milice, le maintien de l'ordre, de la sécurité et de la salubrité publiques, l'exécution des travaux publics (en particulier l'entretien de la voirie communale, des bâtiments communaux et des cours d'eau), l'organisation de l'enseignement communal primaire, la tutelle sur les institutions locales d'assistance publique et sur les fabriques d'église. Les secondes concernent notamment les initiatives que les communes peuvent prendre en matière d'activités culturelles, touristiques, festives et sportives, d'aide sociale (construction de logements sociaux par exemple), de promotion de l'activité économique, etc. Dans ces matières, les compétences des communes ont évolué en fonction des besoins et des transformations de la société.

ORGANISATION

La loi communale de 1836 règle le mode de désignation des organes communaux. Les communes sont gérées par un conseil communal élu et par un collège échevinal composé des échevins et du bourgmestre. Le contrôle de l'autorité supérieure est assuré par le mécanisme de la tutelle. Assemblée de base de la commune, le conseil communal possède des pouvoirs d'administration et de réglementation. Il règle tout ce qui est d'intérêt communal et délibère sur tout autre objet qui lui est soumis par l'autorité supérieure. Il élit les échevins en son sein. Le collège échevinal exécute les règlements et décisions du conseil et exerce la gestion journalière des affaires de la commune. Il est ainsi chargé de la publication et de l'exécution des résolutions du conseil communal ; de l'administration des établissements communaux ; de la gestion des revenus, de l'ordonnancement des dépenses de la commune et de la surveillance de la comptabilité ; de la direction des travaux communaux ; des alignements de la voirie en se conformant, lorsqu'il en existe, aux plans généraux adoptés par l'autorité supérieure ; des actions judiciaires de la commune ; de l'administration des propriétés de la commune, ainsi que de la conservation de ses droits ; de la surveillance des employés salariés par la commune ; de l'entretien des chemins vicinaux et des cours d'eau, conformément aux dispositions législatives et aux règlements de l'autorité provinciale. Le collège est également chargé de l'exécution des lois, règlements et arrêtés de l'État et des autorités provinciales lorsqu'elle lui est spécialement confiée.

Le bourgmestre est nommé par le Roi. Il est le chef de l'administration

communale et le responsable de la police. Il préside les réunions du conseil et du collège. Mais il est aussi l'organe d'exécution des décisions des autorités supérieures.

Le service administratif est assuré par le secrétaire communal et, pour les affaires comptables, par le receveur communal.

ARCHIVES

HISTORIQUE

Comme dans les autres communes de l'entité de Honnelles, les archives communales de Marchipont ont beaucoup souffert lors de la fusion des communes². Les archives qui ont échappé aux destructions sauvages ont été transférées au siège de la nouvelle administration communale, dans l'ancienne maison communale d'Autreppe.

ACQUISITION

Les archives ont été déposées aux Archives de l'État à Mons par la commune de Honnelles le 2 février 2005 en application de la loi sur les archives du 24 juin 1955 (registre des entrées n° 1804).

2 JURET A., Le Haut-Pays de Dour, dans Saint-Ghislain. Borinage. Haut-Pays. Un passé recomposé. Actes du colloque organisé le 24 octobre 2009 au Foyer culturel de Saint-Ghislain par le Cercle d'histoire et d'archéologie de Saint-Ghislain à l'occasion de son 50e anniversaire, Saint-Ghislain, 2013, p. 218.

Contenu et structure

CONTENU

Les archives de la commune de Marchipont déposées en 2005 sont très lacunaires, en raison principalement des destructions sauvages d'archives intervenues au moment de la fusion des communes. La majorité des documents se concentre sur la seconde moitié du XXe siècle. Il semble que, pour l'essentiel, seuls les documents qui présentaient encore une utilité administrative au moment de la fusion ont été conservés.

Les séries de registres aux délibérations du conseil communal (1874-1976) et du collège des bourgmestre et échevins (1875-1976) sont elles-mêmes incomplètes. Les registres de la population (1847-1900), les dossiers de levées de milice (1925-1975) et les permis de bâtir (1961-1974) sont les principales séries conservées. Les budgets et les comptes ne remontent pas avant 1948. Quelques dossiers isolés concernent le personnel administratif, la gestion du patrimoine, la fiscalité (matrice cadastrale, 1887-1920), l'octroi de concessions de sépultures et les inhumations dans le cimetière, les établissements dangereux, insalubres et incommodes, la voirie, les cours d'eau, les services d'utilité publique (distribution d'eau et d'électricité) et l'enseignement. On relève également quelques documents produits par la commission d'assistance publique, dont un registre de délibérations (1929-1973).

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Lors du classement du fonds, un tri a été effectué sur la base des critères définis dans les trois tomes de G. MARÉCHAL, *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, Bruxelles, 1988-2005 (Miscellanea Archivistica. Studia, 1, 52 et 53).

ACCROISSEMENTS/COMPLÉMENTS

Le fonds inventorié est en principe clos, la commune de Marchipont ayant cessé d'exister au 1er janvier 1977. Toutefois, la commune de Honnelles conserve encore un petit nombre de documents produits par la commune de Marchipont qui lui sont toujours utiles. Il s'agit essentiellement de documents relatifs aux travaux publics, à la voirie et à l'urbanisme. La commune a également conservé les registres de la population postérieurs à 1900. Il est donc possible que, dans l'avenir, la commune de Honnelles dépose aux Archives de l'État à Mons des archives de Marchipont encore en sa possession, lorsque celles-ci auront perdu leur utilité administrative. Peut-être également des documents épars provenant de mains privées seront-ils redécouverts.

MODE DE CLASSEMENT

Le classement des archives se base sur le cadre de classement des archives communales proposé par Guy Gadeyne : *Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795-ca 1977)*, Bruxelles, 1997 (Miscellanea Archivistica. Manuale, 18).

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

A. CONSEIL COMMUNAL

1 - 4 REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL.
1874-1976.

- | | | |
|---|-------------------------------------|----------|
| 1 | 8 août 1874 - 7 février 1919. | 1 volume |
| 2 | 17 mars 1919 - 7 mai 1934. | 1 volume |
| 3 | 19 février 1949 - 20 décembre 1960. | 1 volume |
| 4 | 29 avril 1961 - 13 décembre 1976. | 1 volume |

B. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

5 - 7 REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU COLLÈGE DES
BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS. 1875-1976.

- | | | |
|---|--------------------------------------|----------|
| 5 | 6 septembre 1875 - 20 octobre 1935. | 1 volume |
| 6 | 30 novembre 1935 - 10 décembre 1957. | 1 volume |
| 7 | 28 janvier 1958 - 20 décembre 1976. | 1 volume |

C. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE

- | | | |
|---|---|----------|
| 8 | Indicateur de la correspondance expédiée. 1959-1976. | 1 volume |
| 9 | Registre de la correspondance administrative expédiée. 1836-1852. | 1 volume |

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

- 10** Dossier d'Albert Dubruille, secrétaire communal, receveur communal, secrétaire de la CAP et receveur de la CAP. 1933-1974.
1 chemise
- 138** Dossier concernant la nomination de Willy Transon comme secrétaire communal intérimaire. 1975-1976.
1 chemise

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

1. BUDGETS ET ANNEXES

13 - 17 BUDGETS. 1948-1976.
1948-1954.

13		1 liasse
14	1955-1959.	1 liasse
15	1960-1964.	1 liasse
16	1965-1970.	1 liasse
17	1971-1976.	1 liasse

2. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

139 - 23 GRANDS LIVRES DES RECETTES ET DES DÉPENSES. 1966-1973.
1955.

139		1 chemise
140	1958.	1 chemise
141	1960.	1 chemise
142	1961.	1 chemise
143	1963.	1 chemise
144	1964.	1 chemise
18	1966.	1 chemise

19	1967.	1 chemise
20	1969.	1 chemise
21	1970.	1 chemise
22	1972.	1 chemise
23	1973.	1 chemise

B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR

1. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES DU RECEVEUR

24	<i>24 - 27 COMPTES. 1948-1975.</i> 1948-1958.	1 liasse
25	1959-1965.	1 liasse
26	1966-1970.	1 liasse
27	1971-1975.	1 liasse
28	<i>28 - 31 PIÈCES JUSTIFICATIVES DU COMPTE. 1956-1974.</i> 1956.	1 liasse
29	1962.	1 liasse
30	1968.	1 liasse
31	1974.	1 liasse

2. DOCUMENTS CONCERNANT L'ENTRÉE EN FONCTION DU
RECEVEUR

- 32 Compte de fin de gestion rendu par les héritiers de Roger Baudour, receveur de la commune de Marchipont, sortant au 23 janvier 1967, décédé le 13 février 1967. 1967. 1 pièce

3. DOCUMENTS CONCERNANT LES IMPOSITIONS ET TAXES

- 33 Matrice cadastrale. 1887-1920. 1 volume

V. ÉTAT CIVIL

A. REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL ET TABLES

34	Registre des naissances. 1798-1799 (an VII).	1 cahier
35	Registre des mariages. 1797-1798 (an VI).	1 cahier
36	Registres des décès. 1797-1799 (an VI et an VII).	2 cahiers
37	37 - 41 REGISTRES DES DÉCLARATIONS DE NATIONALITÉ. 1887-1942. 1887-1910.	1 cahier
38	1911-1921.	3 cahiers
39	1925.	1 cahier
40	1929.	1 cahier
41	1942.	1 cahier
42	Registre des actes spéciaux. 1953.	1 cahier
43	43 - 47 TABLES DÉCENNALES DES NAISSANCES, MARIAGES ET DÉCÈS. 1921-1970. 1921-1930.	1 cahier
44	1931-1940.	1 cahier
45	1941-1950.	1 cahier
46	1951-1960.	1 cahier

- 47 1961-1970. 6 pièces
- B. DOCUMENTS CONCERNANT LES CIMETIÈRES ET LES FUNÉRAILLES*
- 48 Règlement sur la police du cimetière. 1924. 1 pièce
- 49 Registre des concessions de sépultures accordées dans le cimetière. 1926-1976. 1 cahier
- 50 Registre des inhumations. 1924-1976. 1 cahier
- 51 Liste des personnes inhumées dans le cimetière dans l'ordre des concessions. 1976. 1 chemise

VI. POPULATION

A. GÉNÉRALITÉS

52 Tableaux contenant les statistiques annuelles relatives à la population de la commune. 1950-1975. 1 liasse

B. REGISTRES DE LA POPULATION ET AUTRES DOCUMENTS CONCERNANT LE MOUVEMENT DE LA POPULATION

53 Registre de la population. 1847-1866. 1 volume

54 Registre de la population. 1867-1880. 1 volume

55 Registre de la population. 1881-1890. 1 volume

56 Registre de la population. 1891-1900. 1 volume

57 Registre des étrangers. 1933-1976. 1 volume

58 58 - 59 REGISTRES DES ENTRÉES. 1901-1959. 1901-1948. 1 volume

59 1948-1959. 1 volume

60 60 - 61 REGISTRES DES SORTIES. 1903-1959. 1903-1947. 1 volume

61 1948-1959. 1 volume

C. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION

62 Pièces relatives aux résultats du recensement de la population de la commune au 31 décembre 1970. 1974. 1 liasse

VII. AFFAIRES ÉLECTORALES

63

Liste des électeurs pour les chambres législatives, les conseils provinciaux et les conseils communaux. 1976-1978.

1 cahier

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRE

64 - 114 DOSSIERS DE LEVÉE DE MILICE. 1925-1975.

64	1925.	1 chemise
65	1926.	1 chemise
66	1927.	1 chemise
67	1928.	1 chemise
68	1929.	1 chemise
69	1930.	1 chemise
70	1931.	1 chemise
71	1932.	1 chemise
72	1933.	1 chemise
73	1934.	1 chemise
74	1935.	1 chemise
75	1936.	1 chemise
76	1937.	1 chemise
77	1938.	1 chemise
78	1939.	1 chemise

79	1940.	1 chemise
80	1941.	1 chemise
81	1942.	1 chemise
82	1943.	1 chemise
83	1944.	1 chemise
84	1945.	1 chemise
85	1946.	1 chemise
86	1947.	1 chemise
87	1948.	1 chemise
88	1949.	1 chemise
89	1950.	1 chemise
90	1951.	1 chemise
91	1952.	1 chemise
92	1953.	1 chemise
93	1954.	1 chemise
94	1955.	1 chemise

95	1956.	1 chemise
96	1957.	1 chemise
97	1958.	1 chemise
98	1959.	1 chemise
99	1960.	1 chemise
100	1961.	1 chemise
101	1962.	1 chemise
102	1963.	1 chemise
103	1964.	1 chemise
104	1965.	1 chemise
105	1966.	1 chemise
106	1967.	1 chemise
107	1968.	1 chemise
108	1969.	1 chemise
109	1970.	1 chemise
110	1971.	1 chemise
111	1972.	1 chemise

		1 chemise
112	1973.	1 chemise
113	1974.	1 chemise
114	1975.	1 chemise

- 115** IX. SANTÉ PUBLIQUE
Pièces concernant la démolition d'immeubles insalubres. 1960-1961.
1 chemise
- 116** Pièces relatives aux établissements dangereux, insalubres et incommodes. 1915-1976.
1 chemise

X. TRAVAUX PUBLICS

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET 117

- 117 Dossier concernant l'acquisition et l'aménagement d'un terrain pour l'établissement d'un cimetière. 1922-1923. 1 chemise

B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE

- 118 Dossier concernant la reconstruction du pont sur l'Aunelle. 1946-1954. 1 liasse

C. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU

- 119 Dossier concernant une demande de construction d'un barrage de retenue sur la rivière l'Aunelle en vue de produire de l'énergie électrique. 1976. 1 chemise

D. TRAVAUX CONCERNANT LES CONCESSIONS DE VOIRIE POUR LES SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE

1. DISTRIBUTION D'EAU

- 120 Dossier concernant l'installation et l'exploitation du réseau de distribution d'eau. 1948-1975. 1 liasse

2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ

- 121 Dossier concernant l'installation et la modernisation du réseau de distribution d'électricité. 1933-1976. 1 chemise

E. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

- 122 Dossiers de permis de bâtir. 1961-1974. 1 liasse

123

XI. ENSEIGNEMENT

Dossier relatif au projet de création d'une école primaire communale. 1922-1935.

1 chemise

XII. CULTURE, SPORT ET DIVERTISSEMENTS

124

Procès-verbal de la cérémonie du 12 octobre 1930 à l'occasion du centenaire de l'Indépendance nationale. 1930.

1 pièce

XIII. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

A. GÉNÉRALITÉS

125 Registre des délibérations. 5 octobre 1929 - 22 décembre 1973.
1 volume

B. PERSONNEL

126 Pièces concernant la composition et la nomination des membres.
1965-1971.
1 chemise

C. FINANCES

127 127 - 129 BUDGETS. 1948-1974.
1948-1960.
1 liasse

128 1961-1969.
1 liasse

129 1970-1974.
1 liasse

130 130 - 131 COMPTES. 1948-1976.
1948-1960.
1 liasse

131 1961-1976.
1 liasse

132 132 - 136 PIÈCES JUSTIFICATIVES DU COMPTE. 1956-1975.
1956.
1 chemise

133 1962.
1 chemise

134 1968.
1 chemise

135 1974.
1 chemise

- | | | |
|-----|-------------------------------------|-----------|
| 136 | 1975. | 1 chemise |
| 137 | Livre-journal de caisse. 1951-1965. | 1 volume |